



RÉSEAU SÉNÉGALAIS DE THINK TANKS (SEN-RTT)

PREMIÈRE JOURNÉE SCIENTIFIQUE

La gouvernance des ressources pétrolières et gazières :
état du débat et perspectives

04 Février 2020 aux Résidences Mamoune



Rapport

20 février 2020

Rapporteurs :

Rougyatou KA, Chercheure à l'IPAR

Ndiague FAYE, Chercheure à l'IPAR

Alioune Ndiaye, OSIDEA

Sommaire

Introduction.....	3
1 Contexte et justification de la journée.....	3
2 Cérémonie d'ouverture	4
3 L'introduction des échanges par la note de cadrage : entre partage d'informations et questionnements sur la gouvernance du secteur extractif	6
3.1 Note de cadrage de l'atelier présentée par Fary Ndao, Ingénieur géologue	6
3.2 Panel 1 : La répartition des ressources publiques, le contenu local et la gestion des impacts environnementaux des exploitations pétrolières et gazières	7
3.2.1 Interventions des panélistes.....	7
3.2.2 Discussions autour de la note de cadrage et du premier panel	9
3.3 Panel 2 : Pétrole et gaz : instaurer un dialogue politique et un plaidoyer francs au nom de l'économicité des choix publics et de la transparence.....	11
3.3.1 Interventions des panélistes.....	11
3.3.2 Discussions suite aux panels.....	13
4 Synthèse des discussions assurée par M. Cheikh Gueye de Enda Tiers Monde.....	14
Conclusion et perspectives	15
5 Annexes.....	16
5.1 Agenda.....	16
5.2 Liste de présence	17

Introduction

Organisée par le Réseau Sénégalais des Think tanks (SENRTT) sous la coordination de IPAR, Enda Tiers Monde et Bureau de Prospective économique (BPE), la première journée scientifique de lancement s'est tenue le 04 février 2020, à Dakar, sur le thème : « *gouvernance des ressources pétrolières et gazières : état du débat et perspectives* »

Officialisant la naissance du Réseau sénégalais des Think-tanks (SENRTT), cette manifestation a mobilisé plus de 70 participants, représentant les différentes catégories d'acteurs intéressés par la thématique : gouvernement à travers le ministère en charge du pétrole, l'assemblée nationale, société civile, secteur privé, Think tank, et journalistes.

Placée sous la présidence du Ministre du Pétrole et de l'Énergie, représenté par son Directeur de Cabinet Monsieur Abdoulaye Dia, cette journée a été rehaussée par une forte mobilisation de l'équipe ministérielle et de plusieurs personnalités sénégalaises du secteur, notamment les directeurs de PETROSEN, les responsables du COS PETROGAZ, du GESPETROGAZ et le Directeur Général de la SAR.

A la suite de la cérémonie d'ouverture et de la présentation par l'Ingénieur Géologue M. Fary Ndao de la note de cadrage qui a introduit la rencontre, deux panels ont été organisés. Le premier panel posait le débat sur la répartition des ressources publiques, contenu local et gestion des impacts environnementaux des exploitations pétrolières et gazières. Dans le deuxième panel, il était question d'engager un dialogue politique structuré autour de l'économicité des choix publics et de la transparence.

Inscrits dans une double dynamique informative et prospective, ces panels ont suscité une réflexion critique sur les enjeux et défis qui se posent dans le contexte de l'exploitation des hydrocarbures au Sénégal.

Avant de revenir sur les moments forts de la cérémonie d'ouverture, la séance de cadrage et le déroulement des deux panels, rappelons le contexte et les éléments justificatifs de cet évènement scientifique.

1 Contexte et justification de la journée

La récente découverte du pétrole et du gaz au Sénégal a soulevé un débat souvent passionné mais rarement basé sur des évidences scientifiques. Cette opportunité ouvre pour le pays des perspectives intéressantes du point de vue économique, politique et sociale. Elle renforce l'exploitation du phosphate, du basalte, du fer, du quartzite, de l'or et, plus récemment du zirconium et de l'ilménite, autant de produits sur lesquels le Sénégal tire d'importantes ressources publiques additionnelles. Ces différents produits lui ont également permis de valoriser des avantages comparatifs conséquents en termes industriels, à l'image des Industries chimiques du Sénégal (ICS) et de grandes entreprises de cimenterie (Ciment du Sahel, SOCO CIM et Cimenteries Dangote).

Ces perspectives encourageantes pourraient être davantage valorisées avec une bonne utilisation des résultats de recherche scientifique, une évaluation participative et une concertation régulière avec toutes les parties prenantes.

Sur les impacts environnementaux, des craintes et questions subsistent quant aux conditions de réalisation des études souvent réalisées par les compagnies elles-mêmes, en dépit des efforts de l'État de rendre les processus transparents. C'est ainsi que les populations pourraient manifester des résistances comme ce fut le cas dans l'exploitation du Zirconium dans la zone sud, notamment à Niafrang.

Les nouveaux codes miniers (2016) et pétroliers (2019) du Sénégal sont depuis l'année 2012 en phase dynamique de révision et d'adaptation aux perspectives pétrolières et gazières. C'est aussi pour faire face à ces défis qu'un code gazier visant à organiser la chaîne de valeur gazière, du transport à l'utilisation finale, a également été adopté en janvier 2020 ; ce qui constitue une avancée notable. Toutefois, le Code de l'Environnement n'a pas encore été mis à jour. Pourtant, il s'agit là d'un texte fondamental et attendu qui, accompagné de son décret d'application et d'arrêtés ministériels spécifiques, permet de poser de nouvelles questions en liens avec la gestion de l'environnement. Étant donné que l'offshore sénégalais était, pour l'essentiel, jusqu'ici consacré à la pêche, la mise à jour du Code de l'environnement devra intégrer les spécificités de l'exploitation pétrolière et gazière offshore et anticiper la circulation intense de navires et l'installation d'ouvrages d'envergure en mer.

Cette journée d'échanges s'est attachée à créer les conditions de partage d'informations et d'analyses objectives, en mettant un focus sur le pétrole et le gaz qui sont l'objet d'une grande attention de l'opinion eu égard aux importants potentiels socioéconomiques qu'ils recouvrent. Elle offre également une tribune scientifique qui a vocation à s'institutionnaliser avec le lancement officiel du réseau des Think Tank du Sénégal.

2 Cérémonie d'ouverture

Trois allocutions ont été prononcées respectivement par M. Moubarack LO, le DG du Bureau de Prospective Économique (BPE), M. Cheikh Oumar BA, Directeur exécutif d'IPAR et M. Ibrahima Dia, le Directeur de cabinet du ministre en charge du pétrole et des énergies.

M. LO a rappelé le processus de création du réseau des think tanks (SEN-RTT) et salué la quête d'évidences pour soutenir un débat responsable et informé sur la gouvernance des ressources naturelles au Sénégal, notamment les ressources extractives actuellement au cœur des préoccupations des sénégalais. Il a par la suite remercié IPAR d'avoir logé le secrétariat du réseau en mettant en place une coordination des scientifiques.

Pour sa part, le directeur Exécutif de l'IPAR a, après s'être félicité de la présence massive et de qualité des participants, remercié et félicité chaleureusement M. Fary Ndao pour son engagement et sa disponibilité. Il s'est également réjoui de la présence du Directeur de Cabinet, accompagné par une dizaine de membres de son département ministériel ; ce qui témoigne de son intérêt et de l'importance que le ministre accorde à cette initiative des scientifiques sénégalais. Il a précisé l'engagement des membres du réseau SEN-RTT : « *à contribuer aux efforts de partage d'information et offrir une tribune scientifique et un débat prospectif sur la gouvernance des hydrocarbures pour que le Sénégal soit cité en exemple dans ce domaine* ».

Après avoir présenté l'équipe ministérielle, le Directeur de Cabinet a rappelé l'importance de ces ateliers qui ont le pouvoir de susciter des débats fondés sur des évidences scientifiques à des fins d'orientations économiques et stratégiques. Il est ensuite revenu sur les initiatives du gouvernement allant dans le sens de l'amélioration de la gouvernance du secteur, en citant :

- Le Cadre juridique avec le code pétrolier, les lois sur le contenu local et la répartition des revenus, et le code gazier en projet ;
- Le Cadre de la gouvernance avec l'adhésion du Sénégal à la Norme ITIE depuis 2013 ;
- La récente initiative gouvernementale de mobilisation des membres de la diaspora sénégalaise qui a permis la mobilisation de 21 sénégalais de la Diaspora et 11 autres sénégalais locaux pour réfléchir sur les perspectives et possibilités offertes par la découverte du pétrole et du gaz.

Le Directeur de Cabinet a partagé sa conviction que « *les conclusions de l'atelier seront utiles pour le pays et la prise en compte des questions environnementales* ».

3 L'introduction des échanges par la note de cadrage : entre partage d'informations et questionnements sur la gouvernance du secteur extractif



3.1 Note de cadrage de l'atelier présentée par Fary Ndao, Ingénieur géologue

A l'introduction des panels, le key note speaker M. Ndao a présenté quatre axes pour structurer son intervention :

- (i) État des lieux du secteur pétrolier et gazier en amont au Sénégal,
- (ii) Évolution du cadre juridique, institutionnel et opérationnel,
- (iii) Enjeux et défis de la future exploitation du pétrole et du gaz,
- (iv) Rôle des Think tanks dans un Sénégal producteur de pétrole et de gaz

Le premier axe a fait l'historicité de la prospection des hydrocarbures au Sénégal. Elle a commencé depuis le temps colonial et n'a donné des résultats conséquents qu'à partir de 2014, avec les découvertes pétrolières renforcées en 2016 par d'importantes quantités de réserves gazières. Deux périodes d'exploration se distinguent. Il s'agit de la période 1952-1980 qui marquent les premières tentatives ayant conduit aux premières découvertes de pétrole en très faible quantité en 1959 et 1960 à Diamniadio. Mais ce pétrole lourd est resté sous les fonds marins, car estimé économiquement non rentable. S'en suit la période 2000-2017 qui verra l'amélioration des techniques d'exploration et la hausse de la rentabilité pétrolière. Ces dynamiques ont encouragé les compagnies pétrolières à s'intéresser d'avantages au potentiel sénégalais. Ainsi, des gisements pétroliers (SNE et FAN) sont découverts en 2014 dans le bloc de Sangomar offshore profond, et des gisements gaziers (GTA, Yaakaar et Teranga) entre 2015 et 2017 dans les blocs de Saint-Louis offshore profond et de Cayar offshore profond.

Le second est largement revenu sur l'évolution du cadre juridique qui a encadré le développement de l'activité pétrolière au Sénégal. Ces réformes ont concerné la constitution sénégalaise qui consacre depuis 2016, en son article 25, la propriété des ressources naturelles nationales au Peuple sénégalais et l'élaboration d'un nouveau code pétrolier en 2019 qui abroge le code de 1998. Les innovations du nouveau code ont été relatées, notamment les appels d'offres dans les modes d'octroi des blocs, les contrats de partage et de production, l'augmentation de la part de PETROSEN dans les contrats, etc. A ces initiatives, s'ajoute en janvier 2019 l'adoption d'une loi sur le contenu local qui, en plus des activités d'exploration-production, élargit les règles du contenu local au transport, au stockage et à la distribution d'hydrocarbures. Cette loi reste favorable à l'emploi prioritaire du personnel sénégalais et sa formation continue, la mise en place d'une plateforme en ligne centralisant les appels d'offres en biens et services, la création d'un Fonds d'appui au développement du contenu local, etc.

Le troisième axe a abordé les enjeux de la future exploitation du pétrole et du gaz sous deux angles : (i) les enjeux énergétiques et écologiques et (ii) les enjeux économiques. S'agissant des défis à relever, ils ont été abordés suivant trois entrées relatives à la gouvernance transparente, aux ressources humaines de qualité et à l'utilisation des revenus.

Dans le quatrième et dernier axe, l'ingénieur Fary Ndao a rappelé le rôle que les Think tanks pourraient jouer dans la gouvernance des ressources extractives. Enfin, il situe ce rôle à deux niveaux : l'enrichissement des politiques publiques et l'information des populations par le recueil de leur perception.

3.2 Panel 1 : La répartition des ressources publiques, le contenu local et la gestion des impacts environnementaux des exploitations pétrolières et gazières

Modérateur : Mamoudou Ibra KANE, Journaliste, DG ITV

Panélistes : M. Serigne Mboup, Directeur de la Société Africaine de Raffinage (SAR) ; M. Elimane Haby Kane, Président de LEGS AFRICA

Ce panel a mis l'accent sur les voies d'optimisation des parts publiques dans les ressources issues du pétrole et du gaz et la minimisation des risques environnementaux. Spécifiquement, il vise l'identification et l'analyse des principaux canaux de recettes publiques ; la proposition de stratégies de maîtrise des chaînes de valeur, l'implication du secteur privé national à tous les niveaux de celles-ci, l'analyse des enquêtes environnementales déjà menées, et autres enquêtes complémentaires permettant de proposer un modèle de responsabilité sociétale.

3.2.1 Interventions des panélistes

M. Mboup, directeur de la SAR, a d'abord rappelé le travail de la SAR qui génère un budget de 40 milliards. Les prévisions de sa société, en lien avec la perspective pétro-gazière en 2022, prévoit une production supérieure à 40 000 baril/jour car, même sans en tenir compte, d'autres découvertes d'hydrocarbures se profilent à l'horizon. Il a tenu

à relativiser certaines affirmations de M. Fary Ndao sur la quantification des réserves : « *Le bloc de Sangomar offshore (SNE) produira à son pic autour de 100 000 barils, alors que les plus gros producteurs africains sont à 1,5 millions de barils/ jour. Quant à l'exploitation gazière, les estimations sont à 200mil baril / jour pour le Sénégal* ». M. Mboup a préféré adopter la dimension optimiste du débat : « *on ne doit pas estomper l'espoir des sénégalais* ».

Il est revenu aussi sur la position favorable de Petrosen dans les contrats de production : « *Pétrosen est actionnaire à 18 % (pour le bloc sangomar) et à 20% (pour le projet GTA)* ». Par rapport au contenu local, M. Mboup a précisé que le secteur privé national est mis en avant. L'expression « Gaz to power », abordé par M. Ndao dans la note de cadrage, est revenue dans l'intervention de Mboup qui a rappelé qu'elle concernera 70% des quantités de gaz produites pour alimenter le central de la SENELEC.

Par rapport aux enjeux environnementaux, M. Mboup a posé la question de savoir « *est-ce que nous sommes en mesure de faire face aux fuites de gaz ?* ». Il a rassuré ensuite les participants en rappelant que le nouveau code pétrolier intègre la réglementation des opérations pétrolières.

M. Elimane Haby Kane, Président de LEGS AFRICA, a été interpellé par le modérateur relativement à la question de savoir : *Est-ce que les ressources qui vont arriver seront gérées au mieux pour l'intérêt du Sénégal et des sénégalais?*

Dubitatif, M. Kane s'est lui-même interrogé sur l'effectivité de l'article 25 de la Constitution qui stipule que les ressources appartiennent au peuple. Sur quoi pouvons-nous nous référer pour affirmer cela ? demandera-t-il.

Parlant des recettes futures attendues de cette exploitation, M. Kane interpelle l'État sénégalais en ces termes : « *Est-il suffisamment fort* » ? « *Suffisamment visionnaire pour penser sur le long terme* » ? « *Est-ce que l'exploitation de ces ressources contribuera réellement à la transformation structurelle de nos économies* » ? Il va sans dire que ces préoccupations d'ordre stratégiques et géopolitiques restent tributaires des rapports de force existants.

M. Kane soutient que les défis résident dans l'optimisation des contrats que nous signons. Dans quel moyen l'État peut réduire les investissements ? Ce d'autant plus que les entreprises pétrolières et/ou gazières utilisent des techniques assez sophistiquées pour maximiser les coûts de production. Dans la quête de la bonne information, la société civile peut intervenir pour aider l'État à auditer et mener les investigations nécessaires.

A la question de savoir s'il est suffisamment confiant sur la durabilité des autres activités qui seront impactées par l'exploitation du pétrole et du gaz, M. Kane a nuancé ses propos en faisant sien les interrogations des pêcheurs sur le devenir de leur secteur d'activité. Une raison de plus pour se pencher sérieusement sur les impacts environnementaux des exploitations.



3.2.2 Discussions autour de la note de cadrage et du premier panel

❖ *La parole aux participants*

L'universitaire le **Dr Papa Fara Diallo, Enseignant chercheur en science politique à l'UGB**, ouvre le débat en abordant l'« étude d'impact environnemental du GTA » pour rappeler les insuffisances notées. La Division de l'Environnement et des Établissements Classés (DEEC) a été saisie à cet effet et est entrain de corriger les manquements dans l'étude : « *les enjeux environnementaux sont énormes à Saint-Louis et jusque-là, aucune initiative concrète n'a été prise pour réformer le code de l'environnement* ». Il a ensuite partagé les inquiétudes de la communauté saint-louisienne aujourd'hui très inquiète par rapport aux horizons gaziers. Un autre intervenant viendra appuyer le besoin de mieux renseigner les enjeux environnementaux pour corriger le déséquilibre d'informations. Il ira plus loin en pointant du doigt les spéculations foncières déjà à l'œuvre autour des zones de découverte de gaz.

Monsieur Kanouté, ancien Directeur Général de PETROSEN, est revenu sur l'historicité même des dynamiques de la prospection gazière : « *Déjà en 1980, des programmes ont été organisés pour lancer la recherche. Il a fallu ouvrir les vannes avec le code de 1986* ». A la question « est-ce que le Sénégal a perdu des ressources fiscales ? » Il a répondu par l'affirmative pour assurer la soutenabilité du code 2019.

Revenant sur les préoccupations environnementales exprimées, **M. Fodé Ndao, conseiller du Ministre du pétrole et du gaz**, a rappelé que le ministère siège au sein du comité qui pilote la révision du code de l'environnement en cours. Sur la question des coûts pétroliers à minimiser d'après le représentant d'Enda, M. Ndao a rassuré sur le fait que l'État du Sénégal est conscient de cette question de contrôle des coûts et est accompagné par des cabinets spécialisés sur la question. Le processus de réforme du Cospetrogaz intègre la société civile et l'opposition pour plus de transparence.

❖ *Retours des panélistes*

M. Fary Ndao a réagi par rapport aux préoccupations environnementales soulevées en reconnaissant les manquements et déphasage dans l'application des textes. Sur les questions relatives aux moyens humains, il a encouragé l'aménagement d'institutions fortes spécialisées sur le pétrole et le gaz comme c'est le cas en Mauritanie et en France. De son avis, le Sénégal ne peut plus se contenter d'une seule direction environnementale avec une équipe réduite à un ou deux agents, là où les entreprises internationales mobilisent plusieurs experts. Ce renforcement institutionnel de la DEEC permettrait à cette dernière de pouvoir veiller sur le suivi des zones de productions, d'effectuer des allers-retours pour s'imprégner de ce qui se passe en mer. Aussi, il a proposé l'internalisation des moyens humains car les cabinets étrangers ne jouent pas toujours un jeu clair et transparent.

Sur les lendemains du secteur halieutique, il a trouvé les inquiétudes exagérées si l'on sait que la pêche sénégalaise reste fortement côtière et qu'il sera prévu au niveau des zones d'exploitation gazière des zones d'exclusion de 500 m. Il a encouragé aussi la piste de la reconversion professionnelle des jeunes pêcheurs. De son avis, un jeune pêcheur n'est pas obligé d'exercer l'activité halieutique pour toute sa vie.

Il a fini ses propos par cette assertion qu'il a l'habitude de brandir : "*le pétrole n'est rien d'autre qu'un révélateur de qui nous sommes*".

M. Serigne Mboup a tenu à rassurer les participants en attestant que l'État est suffisamment outillé pour faire face à l'exploitation gazière. Sur la réduction des coûts de production, la loi prévoit le partage à la tête de puits. La sécurité et la géopolitique sont des questions de taille. A ce sujet, des réunions sont tenues régulièrement entre l'armée de l'air, la marine nationale et le ministère du pétrole.

Par la suite, M. Mboup est longuement revenu sur les préoccupations des pêcheurs locaux. A l'occasion d'une conférence récente tenue à Saint-Louis, il a rappelé aux pêcheurs que les questions qui devraient les interpeller devraient être relatives au changement de trajectoire des jeunes pêcheurs, à la modernisation des pêches, au développement d'activités piscicoles. Il est convaincu de deux réalités : d'une part, la pêche ne disparaîtra pas même si la question de risques n'est pas à écarter, d'autre part, le pays continuera à évoluer comme si on ne disposait pas de pétrole.

Retour de *Elimane Haby Kane*

Monsieur Kane est revenu sur les projections réalisées par la société civile et a encouragé l'intégration des énergies renouvelables dans les stratégies de développement du pays. La solidarité nationale doit être de mise pour anticiper sur l'avenir post-pétrolier.

3.3 Panel 2 : Pétrole et gaz : instaurer un dialogue politique et un plaidoyer francs au nom de l'économicité des choix publics et de la transparence

Modérateur : Cheikhou Oumar SY, Président OSIDEA

Panélistes : Demba SEYDI, Coordonnateur de la coalition PCQVP, Dr Pape Fara DIALLO, Enseignant-chercheur/UGB, Honorable Aboubacry NGAIDE

Ce panel avait pour objectif de réunir les politiques, les parlementaires, le secteur privé, les think tanks, la société civile. Il était ainsi question de partager les avis avec toutes les parties prenantes sur la question de la gouvernance des ressources pétrolières et gazières ; d'instituer au sein du SEN-RTT un cadre permanent de dialogue et d'échange sur cette importante thématique ; et d'identifier des thèmes de recherches prioritaires à développer au sein du réseau.

3.3.1 Interventions des panélistes

Placé sous la modération de M. Cheikhou Oumar SY, président de l'OSIDEA, le second panel a mobilisé trois intervenants issus du monde universitaire, de la société civile et de l'assemblée nationale, en l'absence des entreprises pétrolières déplorée par l'ensemble des participants.

Dr Pape Fara DIALLO, Enseignant-chercheur en science politique/UGB

Dr DIALLO a mis d'avantage l'accent sur la gouvernance en insistant sur les pistes de conjuration de la « malédiction pétrolière ». A ce sujet, il affirmera dès le début de son intervention qu'« *il n'y a ni malédiction et ni bénédiction* ». Par contre la question comment conjurer la malédiction reste existentielle. Est-il possible d'assurer une transparence totale dans la gouvernance du secteur extractif ? se posa -t-il. Il a tenu à rappeler sa conception tridimensionnelle d'une bonne gouvernance : transparence, confiance et redevabilité.

Du point de vue politique énergétique étatique, est-elle suffisamment claire ? Et sous l'angle du dialogue politique, comment éviter un dialogue instrumentalisé ? « *Le travail de l'ITIE est à magnifier mais nous avons besoin d'aller plus loin : qu'allons-nous faire de la stabilité des clauses déjà signées ?* » Dans son article 25, la constitution dit que les ressources appartiennent au peuple sénégalais, mais qu'en pense l'opinion publique ? Il a fini son propos en encourageant la transparence environnementale, le parent pauvre de ce domaine et l'inclusion des processus d'adoption des législations et réformes.

M. Demba Seydi, PCQVP

Est-ce que la Société Civile est au cœur des enjeux ? Quelle stratégie de mobilisation de la société civile pour une gouvernance vertueuse ? C'est avec ces questions que le modérateur a introduit M. SEYDI.

Ce dernier a répondu, dans une dynamique humoristique en ces termes: « *si on avait tous compris les enjeux, cette rencontre n'aurait pas sa raison d'être* ». Dans son argumentaire, il a soutenu que les enjeux s'inscrivent dans le long terme et requièrent une approche rétrospective.

Le pétrole n'est pas une affaire d'expert mais une affaire nationale. Alors pourquoi tout ce tapage médiatique autour de la question? Deux raisons l'expliqueraient : c'est nouveau et c'est contemporain.

Par ailleurs, l'instabilité politique occasionnée par l'exploitation des ressources pétrolières et gazières dans certaines régions d'Afrique ne fait qu'alimenter la suspicion. L'on comprend mieux dès lors cette méfiance qui s'est concrétisée tout récemment au Sénégal à travers le scandale dit Petrotim. « *S'il n'y a pas de problème, alors pourquoi l'IGE a commandité l'étude* », une interpellation adressée à M. Serigne Mboup de la SAR qui soutenait l'invalidité de ce débat lors du premier panel.

Il a encouragé les Think tanks à orienter leur réflexion vers l'exploitation des lois en cours d'élaboration (code gazier, code de l'environnement, etc.) et les trois rapports de la cour des comptes récemment publiés. Il soutiendra que « *la meilleure des lois est celle issue d'un consensus* ».

M. SEYDI a ensuite structuré ses propos autour de trois dimensions : (i) cadre juridique comme base de définition de la moralité et la pluralité des lois qui vulnérabilise d'avantage la gouvernance et son corollaire sur la transparence (loi sur le gaz en cours d'élaboration, le code pétrolier de 2019, la loi sur le contenu local, celle sur la répartition des revenus), (ii) réforme institutionnelle sous l'angle de la pertinence d'avoir deux structures intervenant sur la gestion des hydrocarbures : le Gespetrogaz et le Cospetrogaz. Il a encouragé la réforme de Petrosen allant dans le sens de l'harmonisation de ses interventions. Il a déploré à ce niveau sa filialisation à travers Petrosen amont et Petrosen aval, une filialisation qui pourrait impacter sur le développement du privé national, (iii) démocratie comme vecteur de dialogue en précisant que l'ITIE ne garantissait pas la transparence mais la publication des données. Donc le fait que le Sénégal soit en avant ne se traduirait pas forcément en une transparence. Le modérateur a rebondi sur ces propos en avançant que « *consensus en démocratie ne veut pas dire que tout le monde soit d'accord mais que la majorité soit d'accord* ».

Honorable Aboubacry NGAIDE

A l'entame de ses propos, M. NGAIDE a rappelé la mise en place d'une commission Mine et Énergie à l'assemblée nationale pour faire face aux questions de gouvernance. Il a ensuite partagé son expérience dans une ville pétrolière au Congo, sa compréhension de la question de l'économicité du pétrole. Par rapport au consensus des lois, Honorable NGAIDE a informé le public que les projets de codes gazier et environnemental ont été partagés avec les OSC mais ils n'ont pas encore eu de retour de la société civile . Il a fini ses propos en appelant les OSC à un dialogue consensuel avec l'État.

En guise de réponse à Honorable NGAIDE, le modérateur a proposé la transformation des codes en Arabe pour une plus grande appropriation des acteurs dans certains milieux religieux.

3.3.2 Discussions suite aux panels

Deux moments de discussions ont opposé équipe ministérielle/gouvernementale et les OSC.

❖ *Camp ministériel / gouvernemental*

Les interventions ont davantage porté sur les avancées juridico-institutionnelles déjà réalisées par le Sénégal en si peu de temps. Il a été communiqué que :

- Le Sénégal a pris les devants avec la création de l'Institut National du Pétrole et du Gaz (INPG). La première promo est déjà opérationnelle.
- Le ministère est entrain de rapatrier les ressources humaines sénégalaises de l'extérieur. A l'exemple d'El Hadj Moussa Diallo, un jeune cadre de 25ans qui siège actuellement au cabinet du ministère
- Le Cos petrogaz, comité d'orientation stratégique du gouvernement, n'est pas investi des mêmes fonctions que son homologue le Gespetrogaz agissant au niveau opérationnel. Ce dernier met en œuvre les délibérations du premier,
- La filialisation de Petrosen va permettre de faciliter son travail pour plus d'efficacité. Aussi, Petrosen ne va pas concurrencer le privé national absente dans le marché des coûts de production ;
- L'adhésion du Sénégal à l'ITIE a été le fruit d'une volonté politique de l'État,
- Avec l'appui de la Banque Mondiale, le ministère a engagé un projet d'élaboration d'une stratégie de communication au niveau national avec l'organisation de focus group au niveau local
- Le recrutement de cabinets pour l'élaboration d'une stratégie environnementale

❖ *Camp des OSC*

Du côté des participants issus des OSC, les interventions ont dans un premier temps réinterrogé la fragmentation des politiques et la planification/cohérence des textes, les aspects communicationnels.

Certains sont revenus sur le concept d'économicité et son essence. Son contenu est relatif aux effets de tunnel que l'économie gazière va entraîner, la volatilité des prix du pétrole et le risque de délaissement des autres activités économiques de bases.

D'autres rappellerons le modèle gazier français 1917-2017 et son fort impact dans le développement du sud de la France, les opportunités que le Sénégal a pour améliorer sa stratégie et ne pas se limiter à une simple reproduction des modèles réussies, notamment celui du Botswana ou de la Norvège.

Enfin, d'autres ont questionné certains discours soutenant que « certaines personnes sont devenues pêcheurs ou agriculteurs par accident » car ces types d'avancées restent des facteurs limitants du dialogue inclusif.

La transparence des modèles économiques a été interrogée par certains participants : sur quelles bases ces projections en milliards ont été faites ? Les 100 milliards de dollars/an communiqués seraient-ils avérés ?

Enfin, certaines OSC ont proposé la « désétatisation » des structures de recherche pour dépasser les dynamiques politiciennes afin d'aborder de manière lucide les enjeux environnementaux et sociaux de l'exploitation des hydrocarbures.

❖ *Retour des panelistes*

Dr Papa Fara Diallo de l'UGB a conclu ses propos en invitant l'État à mieux prendre en compte les populations en ne se limitant pas seulement à ses experts qui maîtrisent certes leur domaine mais ignorent les réalités du terrain.

Honorable NGAIDE a, dans ses conclusions, tenu à préciser qu'« *il y aura une harmonisation des textes avec ceux de la CEDEAO et de l'UEMOA* ». Il a ensuite encouragé le renforcement de capacité des parlementaires et la durabilité de l'activité halieutique.

M. Demba SEYDI a argué que « *la société civile donne des propositions et c'est aux think tanks de les concrétiser dans le cadre d'une recherche-action. Le problème n'est pas un problème d'individu, mais un problème de système. Les modélisations financières de l'Etat peuvent nourrir de faux espoirs.* »

4 Synthèse des discussions assurée par M. Cheikh Gueye de Enda Tiers Monde

Les discussions autour du pétrole et du gaz ont permis d'engager une réflexion approfondie sur les impacts, les enjeux et défis d'ordre politique, économique, environnemental et socio-culturel de la découverte et de l'exploitation des hydrocarbures.

Alors que d'aucuns faisaient constater une asymétrie entre le secteur privé international et les États à revenu faible, estimant que le Sénégal ne serait pas bien outillé pour suivre les impacts environnementaux de l'exploitation, d'autres se demandaient s'il n'est pas question de sacrifier une ressource (comme la pêche qui, à elle seule, génère plus de 600 000 emplois) pour d'autres ressources. Les effets de la découverte du pétrole au Sénégal n'ont pas tardé à faire surface, tant et si bien que la gestion foncière est devenue une réelle problématique déjà à Saint-Louis.

En ce qui concerne le contenu local, les 75% du marché seraient répartis entre les entreprises nationales. L'État, de son côté, bénéficiera de 65 à 74% des revenus tirés de l'exploitation, les investissements provenant principalement de ses ressources.

Par ailleurs, le processus requiert la mise en place de mécanismes de dialogue politique. Réfléchir sur cette question, c'est se pencher sur l'instauration d'un climat de confiance vis-à-vis des acteurs du système extractif, mais c'est surtout s'intéresser à la question de la transparence dans la gouvernance des ressources naturelles. L'idéal, ce serait que ce

dialogue soit inclusif (implication des mouvements citoyens, société civile, élus locaux, parlementaires) et immunisé contre toute tentative d'instrumentalisation.

Il devrait conduire à une meilleure compréhension des enjeux relatifs à la question et à la dissipation de tout sentiment de peur et de doute des citoyens à l'égard du système ?

Des défis d'ordre juridique ont également été relevés. Ainsi, si d'une part les lois ne font pas le consensus en raison de leur confinement dans l'expertise juridique qui, du reste, se limite à sa seule technicité, d'autre part, leur durabilité ainsi que leur saucissonnage posent problème. Sans oublier la concentration excessive du pouvoir autour de l'exécutif (source de tentation corruptrice).

Conclusion et perspectives

Les échanges scientifiques autour de « *la gouvernance des ressources pétrolières et gazières : état du débat et perspectives* » ont abouti à un certain nombre de recommandations :

- ✓ Une évaluation environnementale stratégique pour connaître la configuration du sous-sol marin ;
- ✓ Une internalisation des compétences en faisant appel à une meilleure implication de la diaspora sénégalaise, ainsi qu'une mutualisation des moyens matériels et financiers ;
- ✓ Un suivi des zones de production et une gestion de la dureté des coûts ;
- ✓ La création des conditions de production d'évidences scientifiques pour fonder les décisions politiques et l'institutionnalisation du recours systématiques à la science pour trancher des débats souvent partisans
- ✓ Une information et un suivi des Think Tanks à travers des revues périodiques ;
- ✓ Le renforcement des capacités des parlementaires en vue de comprendre les enjeux et de s'impliquer dans le processus d'attribution des licences ;
- ✓ La réforme stratégique de PETROSEN pour une meilleure pertinence de sa mission.
- ✓ L'implication des think tanks dans le COSPETROGAZ

5 Annexes

5.1 Agenda

Horaire	Activité	Modérateurs/panélistes
8H30-9H00	Arrivée et enregistrement	Equipe Organisation
9H00-9H30	Cérémonie d'ouverture	<ul style="list-style-type: none"> • M. Moubarack LO, Président de séance, BPE • Dr Cheikh Oumar BA, Directeur exécutif d'IPAR • M. Le Ministre des Energies et du Pétrole
9h30- 10h00	Cadrage de l'atelier	Keynote speaker : Fary Ndao
10H-10H40	<p>PANEL1 Répartition des ressources publiques, contenu local et gestion des impacts environnementaux dans les exploitations pétrolières et gazières :</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Modérateur : Mamoudou Ibra Kane, journaliste • Panélistes : <ul style="list-style-type: none"> - Serigne Mboup, Directeur de la Société Africaine de Raffinage (SAR) - Ousseynou Diakhaté BP - Birahim Seck, Coordonnateur du Forum civil - Awa Penda Ndiaye, OXFAM
10H40-11H15	Échanges avec les panélistes	
11H15-11H45	PAUSE-CAFÉ	
11H45-12H45	<p>PANEL 2 Pétrole et gaz : instaurer un dialogue politique et un plaidoyer francs au nom de l'économicité des choix publics et de la transparence</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Modérateur: Cheikhou Omar Sy, Président de l'OSIDEA • Panelistes : <ul style="list-style-type: none"> - Demba Seydi de la plateforme Publiez Ce que Vous Payez - Aboubacry Ngaidé du Réseau des parlementaires pour la bonne gouvernance des ressources minérales (RGM) - Dr Papa Fara Diallo, Docteur en science politique, Enseignant-Chercheur à l' UGB
12H45-13H30	Échanges avec les panélistes	
13H30-14H00	Prochaines étapes et clôture	Dr Cheikh GUEYE, Enda
14h00	PAUSE-DEJEUNER	

5.2 Liste de présence

N°	NOM	PRENOM	STRUCTURE	COURRIEL
1	NDAO	Fodé	Ministère du Pétrole et des Energies	Fode.ndao@mpe.gouv.sn
2	DIALLO	ElHadj M. Moussa	Ministère du Pétrole et des Energies/GES	Emm.diallo@mpe.gouv.sn
3	BASSOUM	Aliou	Ministère du Pétrole et des Energies	Aliou.bassoum@mpe.gouv.sn
4	NDIAYE	El Hadi Mounirou	Université de Thiès/IPAR	ehmndiaye@univ-thiès.sn
5	SAMB	Mame Diara	CREG-CREFFAT	Diara.samb@creg-center.org
6	GUEYE	Abdou	Ministère du Pétrole et des Energies/GES	Abdou.gueye@mpe.gouv.sn
7	COULIBALY	Awa	CICODEV/Afrique	Awa.coulibaly@cicodev.org
8	MBALLO	Mamadou	CICODEV/Afrique	Mamadou.mballo@cicodev.org
9	DIAGNE	Babacar	Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPPE)/MEPC	abadiagne@live.fr
10	MBAYE	Assane	Conseiller spécial du Président de la République/Secrétariat Général du Gouvernement	a.mbaye@primature.sn
11	DIOP	Ousmane	Cap Think Tank	Diopp2r@gmail.com

N°	NOM	PRENOM	STRUCTURE	COURRIEL
12	DIALLO	Fatima	GRADESC	Crades.c.org@gmail.com

13	NDOUR	Mbissane	IDHP	Ndourmbiss@yahoo.fr
14	SEYE	Moustapha	LARTES-IFAN	Moustaphaseye@gmail.com
15	KA	Rougyatou	IPAR	Karougy92@mail.com
16	CISSE	El Hadj Thierno	CNCR	Elhadjithierno@yahoo.fr
17	SY	Cheikhou Omar	OSIDEA	cheikhoumarsy@gmail.com
18	YABI	Gilles	WATHI	gyaby@wathi.org
19	NIANG	Oumar	REPES	baroumairame@gmail.com
20	NDIAYE	Mame Mbathio	PCQVP	Riema05@hotmail.com
21	LO	Moubarack	DG Bureau de Prospective Economique	moubaracklo@primature.sn
22	KANE	Aliou	RASA	architectedubien@gmail.com
23	DIOUF	Taib	IPAR	Taibdiouf42@gmail.com
24	FAYE	Adama	IPAR	latsouckadam@gmail.com

25	DIAO	Yaya	NMI	diaoyaya@gmail.com
26	TAMBA	Meissa	Institut Panafricain de Stratégie (IPS)	meissatamba@yahoo.fr

N°	NOM	PRENOM	STRUCTURE	COURRIEL
27	NIANG	Oumou Khayri	AFARD	okhayril@gmail.com
28	NDIAYE	Amadou	CIERVAL/UGB	amadoundiaye@ugb.edu.sn
29	HOPWOOD	Ian	SENEVAL	ighopwood@gmail.com
30	KANE	Adoul Aziz	SENEVAL	Abdoulaziz.kane@gmail.com
31	NDAO	El Hadji Ibrahima	ASDEA	eindao@yahoo.com
32	NDIAYE	Doudou	ASDEA	dndiaye@outlook.fr
33	KANOUTE	Djibril. A	ASDEA	aamyknte@gmail.com
34	TRAORE	Fousseyni	IFPRI	Fousseyni.traore@cgiar.org
35	DIALLO	Papa Fara	UGB	dpapafara@yahoo.fr
36	KEBE	Saidou	Académie Adenauer	chateaukebe@hotmail.fr
37	NIANG	Ousmane	CERADD/UGB	Ousmane23.niang@ucad.edu.sn
38	DIALLO	Abdou Malick	REBAFKA/Fondation Adenauer	Abdoulmalickkolda@gmail.com
39	DIALLO	Mouhammadou. L	UGB	bayelamine@gmail.com
40	DIOP	Ibrahima	REBAFKA/Fondation Adenauer	diopibou@120193@gmail.com
41	SARR	Serigne Momar	UGB	smomarsarr@gmail.com
42	NGAIDE	Aboubacry	Assemblée Nationale/RGM	diagorga@hotmail.fr

N°	NOM	PRENOM	STRUCTURE	COURRIEL
43	KANE	Dieynaba	OSIDEA/LEG AFRICA	debbokurum@gmail.com
44	NDIAYE	Ndeye	PCQVP	Ndeyendiaesn08@gmail.com
45	CISSE	Omar	ENDA Lead Afrique	Cisseomar2@hotmail.com
46	NDIAYE	Alioune	OSIDEA	Aliunendiaye90@gmail.com
47	FAYE	Iba Mar	GRET	Faye.senegal@gret.org
48	KANE	Elymane Haby	LEGS/ AFRICA	Elimane.kane@gmail.com
49	NDAO	Fary	Power & Stone	Faryndao@gmail.com
50	DIA	Ibrahima	IED	Ibradia.dia@gmail.com
51	BA	Cheikh Omar	IPAR	coba@ipar.sn
52	MBACKE	Marîème	PCQVP	mbackemariemesoda@gmail.com
53	SARR	Jacques	REJOB	Jahosar30@yahoo.fr
54	DIOUF	Cheikh Mbaye	Cap Think Tank	Mbayediouf53@gmail.com
55	GUEYE	Cheikh	Enda Tiers Monde	c.gueye9@gmail.com
56	KANE	Mamoudou Ibra	DG ITV	Mamoudou.ikane@gmail.com